

LA LETTRE DE SERGE DASSAULT

SÉNATEUR DE L'ESSONNE

Nul ne regrettera la triste année 2015. Marquée, en janvier et en novembre, par deux terribles vagues d'attentats terroristes, elle aura ajouté une nouvelle menace aux dangers qui pesaient déjà sur l'avenir de notre pays: celle d'un islamisme radical qui prend sa source loin de chez nous, mais dont les exécutants sont le plus souvent des Français, nés et élevés en France, qui ont délibérément choisi, pour assouvir leur folie fanatique, de mourir en assassinant d'autres Français.

Contre cette barbarie inimaginable, le temps n'est plus aux rêveries ni aux demi-mesures. Il faut agir, et vite, sans s'embarrasser de vains scrupules ni de médiocres calculs politiques...



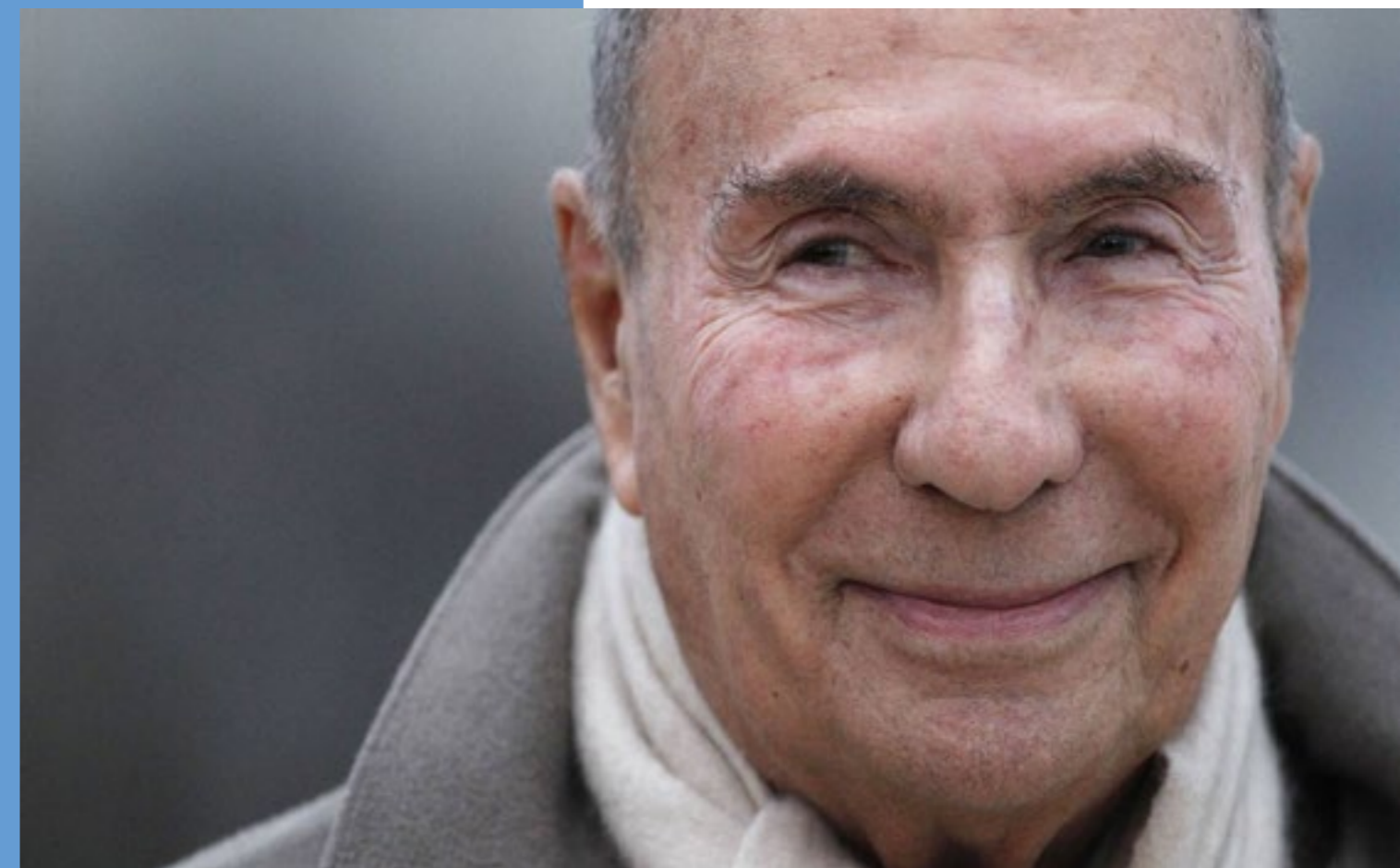
IL FAUT AGIR ET VITE !

L'état d'urgence, voté par la majorité et l'opposition, est une nécessité évidente: prolongeons-le autant qu'il le faudra! La déchéance de la nationalité française pour les binationaux nés en France et condamnés pour des crimes terroristes est une autre évidence, qui ne choque que les esprits aveuglés par l'idéologie. François Hollande a eu le courage de la proposer. Parce que l'intérêt national est en cause, le devoir de l'opposition est de le soutenir contre ses propres amis. **Ne nous leurrions pas: la bataille contre le terrorisme islamiste sera longue.** Elle exigera que nous prenions bien d'autres mesures difficiles et que nous acceptions de restreindre certaines de nos libertés afin de garantir notre sécurité. Elle ne nous dispense pas de mener vigoureusement une autre bataille, non moins décisive pour notre destin collectif: celle de l'économie.

Sur ce terrain-là, l'année 2015 n'aura pas été plus favorable que celle qui l'a précédée - bien au contraire. En dépit des promesses présidentielles, **le chômage ne recule pas. La croissance se traîne autour de 1 %.** Quant à notre dette, nourrie par un déficit budgétaire galopant, elle a augmenté de 71 milliards cette année et dépasse maintenant les 2 100 milliards, soit 97,6 % du PIB. Et ce n'est pas demain que cela va s'arranger! Quand bien même - chose aujourd'hui totalement impossible - nous parviendrions dans un futur proche à équilibrer notre budget et à dégager 10 milliards d'excédents par an, il nous faudrait 210 ans pour rembourser notre dette! C'est dire, après **quarante années d'impéritie budgétaire imputable à la droite comme à la gauche** (le dernier budget en équilibre remonte à 1974!), dans quel état de catastrophe nationale nous nous trouvons... Le pire est que tout cela ne trouble pas le moins du monde nos gouvernants, qui continuent à emprunter gaiement parce que, nous disent-ils, «les taux d'intérêt sont au plus bas» !

Certes, ils le sont et c'est cela qui nous sauve, mais ils ne le resteront pas indéfiniment! Le jour où ils remonteront, parce que la politique monétaire européenne aura changé ou parce que nos créanciers, lassés de nous voir toujours augmenter nos dépenses sans faire ni réformes, ni économies, perdront confiance en nous, ce jour-là, nous ne vaudrons guère mieux que la Grèce. **Écrasés sous le poids de notre propre dette, dont les annuités croîtront démesurément, nous n'aurons plus que nos yeux pour pleurer. Voilà où mène le manque de courage et de lucidité!**

Malheureusement, depuis quarante ans, nos gouvernants n'ont brillé ni par l'un ni par l'autre, menant la France là où elle en est aujourd'hui. C'est Giscard d'Estaing qui lance la course folle aux déficits publics et instaure le regroupement familial, dont nous payons encore le prix. C'est François Mitterrand qui, avec la retraite à 60 ans, l'impôt sur le patrimoine, l'impôt sur les successions à 40 % et le RMI, ruine nos comptes sociaux et détruit les entreprises familiales qui sont la base de notre dynamisme économique. C'est Jacques Chirac qui, à défaut de réformer la France, supprime le service militaire qui sortait les jeunes de leur quartier, leur



apprenait la discipline et souvent un métier. C'est Lionel Jospin dont **les 35 heures payées 39 ont été mortelles pour la compétitivité de notre économie** et continuent de coûter, chaque année, 21 milliards de «compensation» versées aux entreprises. C'est Nicolas Sarkozy qui, en dépit de ses bonnes intentions, crée le RSA, renonce à supprimer les 35 heures et l'ISF. C'est maintenant Hollande qui multiplie les aides sociales, les emplois aidés inutiles et surtout multiplie les impôts dans des proportions telles, que **les investisseurs et les créateurs d'emplois, découragés, s'exilent à l'étranger. Belle continuité dans l'erreur !**

La droite, quand elle est au pouvoir, mène une politique pusillanime, et parfois même vaguement de gauche dans l'espoir illusoire de soigner sa popularité. **La gauche, elle, augmente sans complexe les impôts et les charges, sans s'apercevoir qu'à force de démotiver les entrepreneurs et la jeunesse elle vide la France de ses élites actuelles et futures.**

SERGE DASSAULT

- Sénateur de l'Essonne
 - Membre de la commission des finances
 - Rapporteur spécial sur la charge de la dette
 - Secrétaire de la délégation aux entreprises
 - Président de la commission des finances du Conseil départemental
 - Secrétaire national du parti Les Républicains
-



Pendant ce temps, la faillite de l'Éducation nationale se poursuit. On supprime la sélection, les notes, les examens et les prix.

Les enfants, désormais dispensés de ce qui s'appelait naguère le «certificat d'études», entrent trop souvent au collège «unique» sans savoir ni lire, ni écrire, ni compter. La formation professionnelle et l'apprentissage sont laissés en jachère, en dépit des innombrables plans qui prétendent les relancer. **N'étant formés à aucun emploi, les jeunes se retrouvent au chômage dès la sortie du lycée; nombre d'entre eux se tournent vers la délinquance ou pire encore...**

Le résultat de tout cela? Les Français n'ont plus confiance en personne et se sentent abandonnés par les pouvoirs politiques. Désarmés, démotivés, victimes du chômage et de la chute de leurs revenus, ils ne savent plus à quel saint se vouer. Alors, quand viennent les élections, soit ils s'abstiennent, soit ils votent Front national, qui, à leurs yeux, ne peut être coupable de rien puisqu'il n'a jamais gouverné! Ce qu'ils ne voient pas, c'est que le programme économique suicidaire du FN (sortie de l'euro, retraite à 60 ans...) n'aurait pour effet que d'aggraver les maux qui les accablent.

Alors, que faire? Que pouvons-nous souhaiter? Tout simplement, un candidat à l'élection présidentielle qui propose un programme clair, courageux et résolument libéral ; sans chercher à

plaire à tout le monde, mais avec pour seul objectif de résoudre les problèmes de la France et des Français. Méditons l'exemple du général de Gaulle. Il ne faisait pas de la politique pour complaire à tel camp ou à telle catégorie mais en pensant à l'ensemble des Français. Il avait compris, lui, que les vieilles notions de droite et de gauche doivent s'effacer quand l'intérêt national est en jeu. On dit parfois: «La gauche a du cœur et pas de tête, la droite a de la tête et pas de cœur.» Ce n'est malheureusement pas faux: la gauche passe son temps à inventer de nouvelles aides sociales sans se préoccuper des moyens de les financer ; la droite gère les ressources mais sans s'occuper suffisamment des besoins des salariés, des chômeurs et des retraités. Il faut en finir avec cette hémiplegie nationale: c'est parce qu'il l'avait bien compris que le général de Gaulle, pour en finir avec la lutte des classes, inventa la Participation.

Inspirons-nous de sa leçon. **Un pays, une société, ont besoin pour vivre de toutes leur composantes. Il faut des riches et des moins riches, des patrons et des salariés, des financiers, des ingénieurs, des commerçants, des agriculteurs, des avocats, des médecins, etc. Chacun a besoin des autres, la France a besoin de tous.** Ce qui compte, c'est que chacun puisse trouver un travail correspondant à ses attentes et ses compétences, et surtout (on en revient toujours à l'école) que «l'ascenseur

social» fonctionne suffisamment bien pour permettre à ceux qui en ont l'envie et les capacités d'échapper au déterminisme de leur naissance. Elle est là, la vraie égalité républicaine, à mille lieues de cet égalitarisme socialiste qui, sous prétexte de «faire payer les riches» encore et toujours, nourrit le ressentiment social et accélère la fuite de nos élites. Aucun pays au monde n'a jamais réussi en organisant la chasse aux riches (on a vu comment ont fini les dictatures communistes!) ni en décourageant les jeunes et les citoyens les plus entreprenants. Pour redresser notre économie et redonner l'espoir à tous les Français, c'est tout l'inverse qu'il faut faire. En s'inspirant de ces quelques idées simples:

Tout d'abord, il convient de **modifier de fond en comble notre régime fiscal** en supprimant sans délai l'ISF et en transformant l'impôt sur le revenu, aujourd'hui progressif à taux variable, en un impôt proportionnel à taux fixe auquel seraient soumis tous les citoyens sans exception, et non 45 % des Français comme c'est le cas actuellement. Cette «flat tax» à taux unique sur tous les revenus est appliquée avec succès en Russie au taux de 13 %, mais aussi à Singapour et Hongkong (16 %) et dans nombre d'anciens pays communistes. En France, elle existe déjà: c'est la CSG (7,5 %), qui rapporte à la Sécurité sociale 82 milliards chaque année, contre 70 milliards pour l'impôt sur le revenu. Si l'on veut prendre en compte les écarts de richesse et de revenus, elle pourrait fort bien comporter plusieurs taux (par exemple 2 %, 5 %, 15 % et 25 %), ce qui ferait rentrer chaque année 30 milliards supplémentaires au titre de l'impôt sur le revenu et permettrait au passage de supprimer les niches fiscales, qui privent l'État de 35 milliards de recettes. La croissance de notre économie s'en trouverait

spectaculièrement relancée.

Il faut ensuite se décider à mettre en place une véritable flexibilité de l'emploi, seul moyen de faire reculer le fléau du chômage. Cela suppose d'en finir avec les innombrables rigidités qui dissuadent les chefs d'entreprise d'embaucher, mais aussi de généraliser les «contrats de projet», à durée limitée, qui prennent fin automatiquement quand le projet qui les justifie est arrivé à son terme. C'est ce système qui a permis aux Américains de ramener leur taux de chômage à 5 % (contre 10 % chez nous). Qu'attendons-nous pour nous inspirer de leur succès?

Il faut enfin, de toute urgence, supprimer l'horaire légal de 35 heures par semaine afin de libérer la production mais aussi permettre à l'État de récupérer les 21 milliards d'allègements de charges consentis aux entreprises en «compensation» des 35 heures. Chaque entreprise doit pouvoir décider de ses horaires avec ses salariés, en fonction de son carnet de commandes (les heures supplémentaires intervenant après 39 heures), sans que les syndicats politisés puissent s'y opposer. Bien sûr, si l'on veut remettre la France sur les rails, bien d'autres réformes seront nécessaires, qu'il s'agisse du retour à la retraite à 65 ans (avec complément de retraite par capitalisation) ou de la suppression de ces mille et une normes absurdes qui paralysent la production. Mais, déjà, les trois mesures que je viens d'évoquer, simples, de bon sens et applicables sans délai, permettraient de débloquer les principaux freins à la croissance et d'engager la réduction du chômage. La campagne présidentielle qui s'annonce verra-t-elle un candidat (ou plusieurs: je n'ai pas renoncé à rêver!) s'en emparer et les porter devant les Français?

Serge Dassault.

AU SÉNAT

- 07 Modernisons le dialogue social dans l'entreprise
- 08 Régulons les dépenses de santé
- 09 Les dangers de la loi relative au devoir de vigilance
- 09 La taxe farine affaiblit la compétitivité des meuniers de l'Essonne !
- 10 Quelles solutions pour sauver nos finances publiques ?

MES ACTIONS POUR L'ESSONNE

- 11 Essonne : Serge Dassault dénonce les 80 millions € de baisses de dotations de l'Etat en 3 ans !
- 12 Serge Dassault obtient le maintien de l'autonomie de la CCI Essonne
- 13 Serge Dassault s'oppose au projet d'enfouissement de déchets industriels à Saint-Escobille
- 13 Le projet de parc éolien à Angerville est contraire aux objectifs de sécurité nationale

SUR LE TERRAIN

- 14 L'EPIDE de Brétigny-sur-Orge
- 15 Les journées parlementaires à Reims
- 15 Débat sur l'éducation pour le programme de l'alternance

LE TEMPS DES VŒUX

- 16 Cérémonie des vœux à Corbeil-Essonnes

MODERNISONS LE DIALOGUE SOCIAL DANS L'ENTREPRISE



L'examen du projet de loi relatif au dialogue social au Sénat a été l'occasion, pour Serge Dassault, de présenter les quatre **besoins des salariés**, que tout chef d'entreprise devrait satisfaire : le besoin de savoir, le besoin de pouvoir, le besoin de considération et le besoin d'avoir. Ce dernier est le plus important, c'est la « gestion participative ». Pour y répondre, un **partage des bénéfices plus équitable dans les entreprises**, entre dividendes et participation, permettrait de transformer une situation de lutte des classes en un consensus social. Il serait même utile d'aller jusqu'à l'**égalité entre les dividendes versés aux actionnaires et la réserve spéciale de participation**, c'est la formule que Serge Dassault applique depuis plus de vingt ans dans la société Dassault Aviation.

Serge Dassault a été nommé secrétaire national du parti Les Républicains, en charge de la gestion participative.

QUESTIONS ÉCRITES AU GOUVERNEMENT POUR

- Améliorer et pérenniser le financement des CFA en Ile-de-France par une réforme de la taxe d'apprentissage.
- Créer des logements supplémentaires pour les policiers du RAID et de la CRS 8 à Bièvres.
- Rétablir le droit des élus à percevoir des indemnités de fonction aux exécutifs des syndicats intercommunaux.

RÉGULONS LES DÉPENSES DE SANTÉ

Serge Dassault n'a pas voté la loi de modernisation de notre système de santé car **le Tiers payant généralisé risque de déresponsabiliser les patients et de conduire à une augmentation des dépenses de santé** alors que la sécurité sociale est toujours en déficit à hauteur de 10 milliards d'euros ! Par ailleurs, ce projet de loi n'a fait l'objet d'**aucune étude d'impact** approfondie et son coût reste inconnu. Enfin, cela va compliquer la gestion de trésorerie des médecins. Serge Dassault a proposé des solutions pour améliorer l'état des finances de la sécurité sociale, comme par exemple d'**adopter une règle d'or**.



PROPOSITIONS DE LOIS SOUTENUES

- Renforcer les repères républicains à l'école
- Améliorer la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire
- Mettre en place de moyens de contrôle dans les gares françaises
- Renforcer l'efficacité de la lutte antiterroriste
- Rendre effective l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou bénévole impliquant un contact avec des mineurs, lorsqu'une personne a été condamnée pour des agressions sexuelles sur mineur
- Réorganiser les transports d'Île-de-France en créant une entreprise unifiée des transports publics
- Améliorer le fonctionnement des services départementaux et de secours
- Compenser toute aggravation par la loi des charges et contraintes applicables aux collectivités territoriales

LES DANGERS DE LA PROPOSITION DE LOI RELATIVE AU DEVOIR DE VIGILANCE



Ce texte vise à instaurer en droit français une **obligation de vigilance des entreprises à l'égard de leurs filiales, de leurs sous-traitants et fournisseurs, quelle que soit leur localisation dans le monde**, avec un champ d'application très vaste (règles sanitaires, protection de l'environnement, droits de l'homme, lutte contre la corruption...). **Cette initiative franco-française isolée entraînera une distorsion de concurrence sur le marché international de nos entreprises** et notamment pour les plus petites. S'il venait à être appliqué, ce texte aurait de graves conséquences sur notre économie, sur notre industrie et donc sur l'emploi en France.

LA TAXE FARINE AFFAIBLIT LA COMPÉTITIVITÉ DES MEUNIERES DE L'ESSONNE !



Serge Dassault a soutenu au Sénat la **suppression de la taxe portant sur les quantités de farines, semoules et gruaux de blé tendre**. Comme l'a rappelé la Cour des Comptes, la collecte de cette taxe est « une application complexe qui confine à l'absurde ». Concrètement, au niveau économique, la taxe farine dessert la **compétitivité des meuniers français**, particulièrement en Essonne. Elle représente 6 à 7% du chiffre d'affaires du secteur. Cette pression fiscale a ainsi de réels **effets néfastes sur les meuniers** et l'emploi direct.

QUELLES SOLUTIONS POUR SAUVER NOS FINANCES PUBLIQUES ?



Serge Dassault, rapporteur spécial sur la charge de la dette, est intervenu en commission des finances lors de l'examen du budget 2016 :

« Depuis le 1er janvier, le gouvernement a multiplié les annonces, soit autant de dépenses nouvelles pour un coût de 10 milliards : le plan d'urgence pour l'emploi pour 2 milliards, le développement du service civique pour 1 milliard ou encore les mesures nouvelles pour le logement social à hauteur de 3 milliards, etc...

Alors qu'il devrait s'attaquer frontalement à nos déficits, en réduisant massivement les dépenses publiques, le Gouvernement se limite à freiner leur croissance tendancielle, se résignant à maintenir un déficit quasiment inchangé en 2016 (72 milliards d'euros) par rapport à 2015 (73 milliards d'euros).

Les Français doivent savoir que le risque d'envolée des taux d'intérêt des dettes d'Etats dans la zone euro n'est pas négligeable et serait catastrophique pour la France, qui réalise cette année 200 milliards d'euros d'emprunts pour financer notre déficit budgétaire et les échéances de notre dette ! Pire, la situation alarmante de nos finances publiques, avec une dette supérieure à 2 000 milliards d'euros, risquerait de ne pas pouvoir absorber une telle charge supplémentaire, nous conduisant à une situation de défaut de paiement comme en Grèce.

L'État devrait donc se doter rapidement de règles de bonne gestion budgétaire - autrement dit, appliquer la règle d'or, qui obligerait à présenter des budgets équilibrés et préparer les budgets avec une croissance prévisionnelle voisine de 0 %, ne réservant que de bonnes surprises. Il serait également bon de plafonner la dette».

« Ces réformes ne sont ni de droite, ni de gauche, ce sont des réformes de bon sens dans l'intérêt de la France »

- Serge Dassault

LE DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE A PERDU 80 MILLIONS D'EUROS DE DOTATIONS DE L'ÉTAT EN 3 ANS !

En commission des finances, Serge Dassault a interpellé directement Christian Eckert, secrétaire d'État au budget, sur la **situation financière du département de l'Essonne**, avec d'un côté les baisses de dotations et de l'autre l'augmentation des dépenses de RSA dont les départements ont la charge. Concrètement, **l'État y a diminué ses dotations de 80 millions d'euros au cours des trois dernières années alors que la dépense au titre du RSA augmente, cette année, de 20 millions d'euros.**



Pour éviter une mise sous tutelle de la Cours régionale des comptes, le département a dû augmenter les impôts locaux, ce qui n'est pas bien accueilli par la population. Serge Dassault a donc demandé au ministre de **réduire les obligations du département en matière de RSA**. Une discussion est en cours entre l'Association des départements de France (ADF) et le Premier ministre afin de définir les modalités de soutien aux départements les plus en difficulté et **obtenir la recentralisation du RSA** dont les dépenses ont avoisiné 10 milliards en 2015 !

Serge Dassault est également allé **soutenir les maires de l'Essonne** (photo ci-contre) qui s'étaient réunis devant la Préfecture d'Evry car la baisse des dotations de l'Etat aux communes atteint près de 30%, ce qui les met dans de grandes difficultés. Elles ne peuvent les supporter qu'en réduisant les services rendus à leurs administrés comme l'entretien des routes ou à la cantine scolaire. Certaines devront même augmenter les impôts ou augmenter leur dette !

Serge Dassault soutient l'urgente nécessité de réduire le déficit budgétaire et la dette publique, mais **les collectivités ne peuvent pas supporter l'effort seuls et si vite**, alors que moins de 10% de la dette publique leur est imputable. A cette occasion, il a également dénoncé le projet de 50 milliards d'euros d'économies prévues par le gouvernement car « ces économies sont fausses. **Les seules économies réalisées sont les réductions de 11 milliards d'euros des subventions accordées aux collectivités territoriales**, c'est-à-dire aux communes, départements et régions, alors qu'on leur impose des réformes coûteuses comme celle des rythmes scolaires. »

Ce rassemblement intervenait au lendemain de l'annonce de l'agence de notation Moody's, qui diminuait à nouveau la note de la France au risque de perdre la confiance de ses investisseurs.

SERGE DASSAULT OBTIENT LE MAINTIEN DE L'AUTONOMIE DE LA CCI DE L'ESSONNE



Le projet de loi visait, dans sa version initiale, à renforcer l'échelon régional des CCI en leur donnant la possibilité de décider de la fusion des CCI territoriales présentes sur leur territoire en une seule chambre, sans accord préalable des CCI territoriales concernées. Les CCI territoriales deviendraient donc des CCI locales, c'est-à-dire dépourvues d'instance délibérante et décisionnelle au plan local.

Comme il l'avait déjà fait en 2010, Serge Dassault a défendu avec succès le statut de la CCI de l'Essonne en affirmant que « rien ne justifie aujourd'hui de revenir en arrière au regard des disparités et des spécificités de la région. »

« Leur force réside dans leur capacité à rendre des services qui répondent aux attentes des entreprises de leurs territoires » a expliqué Serge Dassault au Sénat. Leur statut actuel est donc gage de proximité et de qualité. Il leur offre la possibilité

de proposer des accompagnements et des conseils en cohérence avec le tissu économique local. Serge Dassault estime, à juste titre, qu'un changement de statut limiterait l'action territoriale et constituerait un frein au développement économique de l'Essonne.

Mercredi 10 février, lors de la Commission mixte paritaire à l'Assemblée nationale, Serge Dassault, après une heure de débat, a convaincu ses collègues parlementaires de maintenir le statut actuel des CCI Essonne et Seine-et-Marne dans le projet de loi.

L'ESSONNE, UN DÉPARTEMENT DYNAMIQUE

- Taux d'activité des 15-64 ans : 75 % contre 69 % pour l'ensemble de la France
- 20 % de la recherche Française

LE PROJET DE CRÉATION D'UN PARC ÉOLIEN SUR LA COMMUNE D'ANGERVILLE EST CONTRAIRE AUX OBJECTIFS DE SÉCURITÉ NATIONALE

Ce projet est situé dans une zone utilisée pour les entraînements du Groupe Interarmées d'Hélicoptère (base de Mondésir) nécessaire à la qualité du service opérationnel rendu au RAID et au GIGN. Si ce projet aboutissait, les équipages seraient contraints de modifier leur trajectoire d'approche et de décollage et certaines zones de vol ne seront plus accessibles. Surtout, les vols se rapprocheront des habitations et pourraient engendrer des nuisances pour les habitants.

A l'heure où l'actualité démontre l'existence d'une menace sans égale à l'encontre de la sécurité du territoire, cette zone hautement sensible doit être sans délai préservée et exclusivement réservée à des objectifs de sécurité nationale. Tel est le message que Serge Dassault a adressé au Ministre de l'Intérieur.



SERGE DASSAULT S'OPPOSE AU PROJET D'ENFOUISSEMENT DE DÉCHETS INDUSTRIELS À SAINT-ESCOBILLE

Serge Dassault s'oppose au projet de création d'une décharge située au-dessus de la nappe phréatique de la Beauce. Selon plusieurs études, il existe un risque de pollution dans cette zone de production agricole. Aussi, il a demandé au groupe GDF SUEZ de bien vouloir étudier le déplacement de ce centre.



BRÉTIGNY-SUR-ORGE: SERGE DASSAULT VISITE L'EPIDE - ÉTABLISSEMENT POUR L'INSERTION DANS L'EMPLOI



Serge Dassault au côté de Christian Munot, directeur de l'établissement.

Serge Dassault était en visite le 15 janvier à l'Epide - l'Etablissement Pour l'Insertion Dans l'Emploi - de Brétigny-sur-Orge. Depuis sa création en 2005, il a accompagné près de 30 000 jeunes de 18 à 25 ans vers l'emploi ou la formation qualifiante. **Dans le domaine de l'insertion des jeunes sortis du système scolaire sans diplôme, ni qualification professionnelle, l'Epide de Brétigny-sur-Orge se positionne comme une solution concrète et efficace pour lutter contre l'inactivité et le chômage de ces jeunes.** Serge Dassault souhaiterait que ces établissements soient mieux reconnus et en plus grand nombre sur tout le territoire. L'Ile-de-France compte seulement deux Epide dont un en Essonne. Avec l'explosion du chômage des jeunes, il serait utile de les développer.

LE PROGRAMME DE L'ALTERNANCE



Serge Dassault au côté du député Eric Woerth.

A l'occasion du débat sur l'éducation au siège des Républicains, Serge Dassault a tenu à faire passer plusieurs messages, comme la « nécessité de rétablir les notes, la sélection et de redonner du sens à l'apprentissage pour permettre à certains jeunes d'avoir très tôt un métier. » Quant au collège unique, instauré en 1975, il a conduit à l'uniformisation des programmes et des filières, responsable de l'échec scolaire de nos jeunes.

« L'école ne forme plus la jeunesse à des métiers et fabrique 150 000 chômeurs par an »

- Serge Dassault

JOURNÉES PARLEMENTAIRES À REIMS



Aux journées parlementaires à Reims, consacré à l'aménagement du territoire, Serge Dassault a appelé ses collègues parlementaires à s'opposer à la volonté du gouvernement de recourir à des **mariages forcés des communes pour les regrouper en ensemble de plus de 200 000 personnes, sans aucun accord préalable des habitants !**



CÉRÉMONIE DES VŒUX À CORBEIL-ESSONNES

Serge Dassault aux côtés du
maire Jean-Pierre Bechter et du
Premier ministre Manuel Valls.

*Félicitations à Valérie
Pécresse et Stéphane Beaudet,
à leurs équipes et à tous les
militants pour la reconquête
de la région Île-de-France !*

*Félicitations également à
Patrice Sainsard, élu maire
de Milly la forêt le 9 février !*

POUR CONTACTER VOTRE SÉNATEUR

Serge Dassault, Sénateur de l'Essonne
15, rue de vaugirard, 75006 Paris
01 42 34 32 68
s.dassault@senat.fr

www.serge-dassault.fr